Contre Attaque Livres pour enfants cibles des autorités ...

LES LIVRES POUR ENFANTS, NOUVELLES CIBLES DES AUTORITÉS

– Perquisition dans une librairie Queer pour un livre de coloriage sur la Palestine et censure de manuels scolaires pour avoir qualifié les Israéliens de «colons juifs» à propos des attaques du 7 octobre –

Une équipe de policiers armés qui débarquent dans une librairie queer pour faire la chasse à des livres de coloriage. Une classe politique en guerre contre un manuel scolaire. D'aucuns diraient que dans les États-Unis de Donald Trump, cela se peut, mais pas chez nous. Pourtant, c'est bien en France que se sont déroulés ces événements. "Le fascisme est toujours l'ennemi de la culture" disait Pablo Neruda, poète et homme politique chilien. De la culture, de la lutte pour la Palestine, et des personnes queer ajoutera-t-on.

Une police politique contre une librairie queer et engagée pour la Palestine

Le 7 janvier, la librairie Violette and Co, située dans le 11ème arrondissement de Paris, voit débarquer dans ses locaux à 10h30 cinq policiers armés ainsi qu'un Procureur de la République. Ils annoncent procéder à une perquisition afin de saisir une arme de destruction massive : un livre de coloriage intitulé From the River to the Sea. Ce livre de coloriage a été crée par Nathi Ngubane, illustrateur sud-africain, et le journaliste Azad Essa. Il a été publié en janvier 2024 par la maison d'édition Social Bandit Media. Il raconte l'histoire de la Palestine, de la Nakba, de l'occupation, de la résistance du peuple palestinien, mais aussi de la solidarité internationale. Il alterne pages de coloriage et pages d'explications. Les bénéfices de la vente sont versés intégralement à des associations humanitaires basées à Gaza. Un objet inoffensif en apparence, et surtout nécessaire face à la propagande intensive sioniste.

La scène décrite par la libraire dans son communiqué du 16 janvier est lunaire : «Pendant 45 minutes, la librairie a fait l'objet d'une fouille méthodique : rayonnages inspectés, cartons de livres ouverts un à un, réserves et salle de pause fouillées devant les salarié·es présent·es sur place, choqué·es et impuissant·es […] des policiers en uniforme, armes à la ceinture, filmant les lieux à l'aide de caméras-piétons[…] au rez-de-chaussée, deux policiers, dont l'un était masqué, sont restés positionnés près de l'entrée de la librairie, empêchant l'accès aux client·es» Une convocation pour une audition libre leur a également été notifiée. **Les policiers sont repartis bredouilles, car le livre, victime de son succès, n'est plus en stock.**

Les irrégularités s'accumulent dans la perquisition. Elle a eu lieu alors même que la maison d'édition du livre de coloriage n'avait pas encore reçu la notification d'avis défavorable à l'importation. Les libraires n'ont pas donné leur consentement à la perquisition, alors qu'il est obligatoire lors d'une enquête préliminaire. Leurs documents d'identité ont été pris en photos malgré leurs refus répétés. Violette and Co l'évoque sans ambages : «Une librairie indépendante, identifiée pour son catalogue féministe, lesbien, LGB TQIA+ et engagée contre toute forme d'oppression systémique, a été ciblée sur la base d'un signalement opaque, dans un contexte politique hostile, pour une intervention spectaculaire mais juridiquement fragile. **L'OBJECTIF NE SEMBLE PAS AVOIR ÉTÉ L'APPLICATION DU DROIT MAIS L'ENVOI D'UN SIGNAL : SURVEILLER, INTIMIDER, DISSUADER». LE RETOUR DE LA POLICE POLITIQUE POUR FAIRE RESPECTER LA PENSÉE UNIQUE.**

Lorsque les libraires évoquent la plainte déposée suite à des dégradations et intimidations dont iels avaient fait l'objet des mois plus tôt, les forces de l'ordre leurs annoncent sans complexe que leur plainte a été «perdue». Nous sommes déjà dans une forme de dictature mafieuse, dans laquelle il est acté que la police est une faction d'extrême droite chargée de terroriser toute contestation, qui ne remplit même plus les apparences les plus basique de sa mission

visant à «protéger» la population. Pas de plainte, pas de problème. Il faut dire que la librairie subit depuis bien longtemps des attaques lesbophobes et transphobes de la part des pouvoirs publics ou de nervis d'extrême-droite, et leur engagement pour la Palestine est un nouveau prétexte. Dès l'ouverture de Violette and Co en 2023, le groupe de Rachida Dati «Changer Paris» lance une attaque s'opposant à la subvention de la librairie au prétexte de la promotion de livres pour enfants sur la transidentité. À l'été 2025, la librairie est la cible d'intimidations et de dégradations pour leur soutien à la Palestine. Elle décide de porter plainte. Puis la droite parisienne relance un assaut sans précédent contre une libraire indépendante. Aurélien Véron, élu LR au Conseil de Paris, poste une vidéo sur X avec une voix disant : «On va pas les laisser faire», et accuse Violette and Co d'antisémitisme, à cause de la mise en vitrine de « *From the River to the Sea* ».

En novembre, la droite radicalisée vote contre l'octroi d'une subvention de près de 500.000€ à 40 librairies indépendantes pour l'accessibilité, la transition énergétique et l'attractivité, au seul prétexte de l'antisémitisme supposé d'un livre de coloriage d'un seul établissement. Heureusement, le 18 décembre, même après avoir accédé à la demande du réactionnaire Aurélien Véron, la subvention est finalement accordée à toutes les librairies. Ce n'est pas tout : la région Île-de-France, avec à sa tête la très détestée Valérie Pécresse, a de son côté notifié à ces commerces un refus de participation à un appel à projets «budget participatif handicap», malgré leur arrivée en première place, toujours au nom du livre de coloriage. Sauf que les libraires ne l'apprendront que grâce à un article de Médiapart, qui révèle le motif de leur exclusion. Les librairies indépendantes sont des espaces d'émancipation qui échappent au contrôle de l'État, et ce dernier ne peut le supporter.

Un manuel d'histoire met en transe la classe politique

Le 14 janvier, le président illégitime Emmanuel Macron a dénoncé un manuel scolaire d'histoire-géographie, qu'il a qualifié «d'intolérable» et qui «falsifie les faits» à propos des

attaques du 7 octobre 2023. *C’est l’organe sioniste LICRA, organisation faussement anti-raciste et réellement pro-israélienne, qui a signalé la manuel, édité par la maison d’édition Hachette. Cette dernière a présenté ses plus plates excuses, et annoncé le retrait des manuels, ainsi que le lancement d’une enquête interne. Pourtant, avec Arnaud Lagardère comme PDG, et le milliardaire néofasciste Bolloré comme grand patron, on est loin de la maison d’édition militante de gauche.*

La raison de cette panique ? Une phrase : «En octobre 2023, à la suite de la mort de plus de 1.200 colons juifs lors d’une série d’attaques du Hamas, Israël décide de renforcer son blocus économique et d’envahir une grande partie de la bande de Gaza, entraînant une crise humanitaire de grande ampleur dans la région». Toute la classe dirigeante a poussé des cris d’ orfraie, alors même que, depuis le soi-disant cessez-le-feu, plus de 100 enfants palestiniens ont été assassinés par l’entité génocidaire israélienne, sans que cela ne semble les empêcher de dormir.

Édouard Geffray, ministre de l’éducation, assène qu’il est «grave et inacceptable» de «qualifier les victimes de l’attentat du 7 octobre 2023 de « colons juifs ». Aurore Bergé, soi-disant ministre chargée de la lutte contre les discriminations, qui a mis des jours à réagir suite au torrent de haine raciste envers un bébé d'origine maghrébine début janvier, s’est empressée de réagir également : «Dès connaissance de ces faits, j'ai saisi l'éditeur. Celui-ci a immédiatement réagi et avec clarté. J'en prends acte. La falsification historique ne peut pas avoir sa place dans des manuels d'histoire. La lutte contre l'antisémitisme est un combat de tous les instants».

Apparemment, un manuel scolaire est plus choquant pour elle que des menaces de jeter un bébé dans une cheminée. La propagande sioniste ne doit pas être remise en cause, et Israël peut compter sur ses soutiens jusque sur les bancs de l'école. En prime, le vieil épouvantail de l’islamo-gauchisme est de nouveau levé contre les enseignants. «Il y a aujourd'hui parfois des auteurs de livres à destination de public jeune qui

visiblement ont une approche idéologique de la question du Proche-Orient, qui sont dans une forme de complaisance avec les moyens employés par le Hamas, à savoir le terrorisme dans la région».
Le pouvoir fascisant tente d'asseoir son contrôle sur les espaces d'émancipation et d'éducation qui lui échappent encore. Donald Trump, dès le début de son mandat, avait lancé une offensive contre le monde de la culture et les personnes LGBTQIA +, sous la forme d'un décret intitulé «l'abrogation woke». Le but ? Détruire toutes les politiques, programmes ou projets de recherche sur des sujets jugés "woke" et donc dangereux pour la sûreté de l'État. Une liste de 20 termes avait été distribuée afin de retirer ou d'éditer certaines informations, pourtant tout simplement vitales, du site. On trouvait notamment dans cette liste les termes «transgenre», «LGBT», «personne enceinte», «biologiquement femme», «biologiquement homme»… Déjà avant lui, la censure des livres marchait à pleine vitesse : en 2023 et 2024, le pays le plus riche du monde avait fait interdire 10.046 ouvrages considéré ;s comme «inappropriés» ou capables de «pervertir la jeunesse», selon un décompte réalisé par l'ONG PEN America, qui travaille sur les droits humains dans la littérature.
Par exemple la Bande Dessinée «Maus» qui raconte la Shoah, «Le Meilleur des Mondes» d'Aldous Huxley, ouvrage dystopique dénonçant le totalitarisme, ou encore «L'Œil le plus bleu» de Toni Morrison, prix Nobel de Littérature. Les livres pour enfants qui évoquent le racisme, l'histoire, la guerre, et qui sont rédigés par des auteurs et autrices non-blanches ou LGBTQI+ sont particulièrement visés. Ainsi, la France marche droit dans les pas des USA. Est-ce vraiment le chemin que nous voulons suivre ?